



Conseil économique et social

Distr. générale
16 décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité de l'énergie durable

Vingt-quatrième session

Genève, 18-20 novembre 2015

Point 12 de l'ordre du jour provisoire

Programme de travail pour 2016-2017

et projet de cadre stratégique pour 2018-2019

correspondant au sous-programme sur l'énergie

durable de la Commission économique pour l'Europe

Programme de travail révisé pour 2016-2017 correspondant au sous-programme sur l'énergie durable de la Commission économique pour l'Europe

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document expose le programme de travail correspondant au sous-programme sur l'énergie durable de la Commission économique pour l'Europe (CEE) pour l'exercice biennal 2016-2017. Ce programme a été élaboré sur la base du cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 17)] et du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 [A/70/6 (Sect. 20)]. Le présent document a été établi par le secrétariat en suivant le modèle de présentation des programmes de travail approuvé par le Comité exécutif de la CEE.

Le Comité de l'énergie durable est invité à examiner le présent document en vue de l'adopter à sa vingt-quatrième session. Le programme de travail sera ensuite soumis au Comité exécutif pour approbation.



Introduction

1. Le présent document expose le projet de programme de travail correspondant au sous-programme sur l'énergie durable (le « sous-programme ») de la Commission économique pour l'Europe (CEE) pour 2016-2017. Le Comité de l'énergie durable¹ (le « Comité ») est invité à adopter ce projet et à recommander au Comité exécutif de la CEE de l'approuver. Tout élément supplémentaire, arrêté ou reporté, qui aura été approuvé, sera pris en compte dans le Système intégré de suivi (SIS) du système des Nations Unies utilisé par le secrétariat pour la planification, le suivi et l'établissement de rapports sur la mise en œuvre du programme. Les résultats de l'exécution du programme de travail seront soumis au Comité dans le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 2016-2017.
2. Le programme de travail révisé est conçu selon une approche de la gestion axée sur les résultats, c'est-à-dire une conception large de la gestion qui crée un lien logique entre les résultats classés hiérarchiquement (produits-résultats-incidences), formant ce qui est qualifié de « chaîne de résultats », les ressources (humaines et financières), dénommées « intrants » et les facteurs extérieurs (aspects stratégiques, gouvernance, aspects opérationnels, aspects financiers) qui peuvent empêcher de réaliser les objectifs du programme de travail.
3. Les produits/activités énoncés dans le projet de programme de travail correspondent à ceux qui figurent dans le budget-programme de la CEE proposé pour 2016-2017. Ils relèvent des grandes catégories suivantes : a) réunions et documents correspondants; b) autres activités de fond; c) coopération technique, y compris les services consultatifs, stages, séminaires, ateliers et projets opérationnels.
4. Les résultats/réalisations escomptés, ainsi que les indicateurs de succès et la mesure des résultats correspondants, sont présentés dans l'annexe I sous la forme d'un cadre logique.
5. On trouvera le détail des publications proposées dans l'annexe II. Les textes généraux émanant des organes délibérants et concernant la CEE et ceux se rapportant plus particulièrement au sous-programme figurent dans l'annexe III.

I. Objectif, stratégie et facteurs extérieurs

6. L'exécution du sous-programme sur l'énergie durable incombe à la Division de l'énergie durable. Ce sous-programme favorisera la concertation sur les orientations et la coopération au niveau international entre les gouvernements, les entreprises du secteur de l'énergie et d'autres parties prenantes. Ces activités contribueront à favoriser le développement énergétique durable dans les États Membres, à améliorer l'accès de tous à une énergie abordable et propre, dans le cadre de l'initiative du Secrétaire général intitulée « Énergie durable pour tous », et à réduire les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone du secteur énergétique.
7. Le sous-programme sera axé sur les questions relatives à la sécurité énergétique, à l'efficacité énergétique, à la production moins polluante d'énergie à partir de combustibles fossiles, aux sources d'énergie renouvelables, au méthane provenant des mines de charbon, à la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales et au gaz naturel. Le dialogue sur la sécurité énergétique sera poursuivi et contribuera au programme de développement pour l'après-2015.

¹ On trouvera le texte du mandat du Comité de l'énergie durable et des mandats et cahiers des charges de ses organes subsidiaires, tels qu'approuvés par le Comité exécutif (ECE/EX/7), à l'annexe IV.

8. Les activités menées au titre du sous-programme viseront à renforcer la coopération régionale pour l'efficacité énergétique, à promouvoir les initiatives qui permettent de réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre et à offrir un forum de dialogue multipartite sur les moyens de favoriser la production, la distribution et la consommation non polluantes et durables de gaz. Des activités permettront notamment d'augmenter l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et d'améliorer l'accès à l'énergie dans la région de la CEE. La réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des mines de charbon sera favorisée grâce à la récupération et à l'utilisation du méthane afin de réduire les risques d'explosion. Le sous-programme s'inspirera des travaux d'autres organismes et institutions compétents. Il sera exécuté en coopération avec d'autres commissions régionales et organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que d'autres organisations.

9. Le sous-programme favorisera l'élaboration, l'élargissement et l'application des recommandations, normes, règles, directives et instruments de la CEE concernant l'énergie. Il permettra d'apporter une aide aux États membres, à leur demande, sous la forme de programmes de formation, de conseils et de projets de coopération technique.

II. Produits/activités à réaliser pendant la période biennale 2016-2017

A. Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts

i) Comité de l'énergie durable

a. Services fonctionnels pour les réunions

10. Comité de l'énergie durable (12); Bureau du Comité (8); Groupe d'experts de l'efficacité énergétique (8); Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles (8); Groupe d'experts de l'énergie renouvelable (8); Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon (8); Groupe d'experts de la classification des ressources (16); Groupe d'experts du gaz (8).

b. Documentation destinée aux organes délibérants

11. Rapports des sessions annuelles du Comité (2); ensemble de documents destinés au Comité (environ 20 documents) (1); rapports du Groupe d'experts de la classification des ressources (2); ensemble de documents destinés au Groupe d'experts de la classification des ressources (environ 16 documents) (1); rapports du Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon (2); ensemble de documents destinés au Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon (environ 12 documents) (1); rapports du Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles (2); ensemble de documents destinés au Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles (environ 12 documents) (1); rapports du Groupe d'experts de l'efficacité énergétique (2); ensemble de documents destinés au Groupe d'experts de l'efficacité énergétique (environ 15 documents) (1); rapports du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable (2); ensemble de documents destinés au Groupe d'experts de l'énergie renouvelable (environ 12 documents) (1); rapports du Groupe d'experts du gaz (2); ensemble de documents destinés au Groupe d'experts du gaz (environ 15 documents) (1).

B. Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (ressources extrabudgétaires)

i) Conseil consultatif du Centre du gaz²

a. Services fonctionnels pour les réunions

12. Sessions annuelles du Conseil consultatif du Centre du gaz (8); réunions des groupes d'experts et des équipes spéciales du Centre du gaz (20).

b. Documentation destinée aux organes délibérants

13. Rapports sur l'état d'avancement du projet concernant le Centre du gaz (2); rapports sur les travaux des ateliers et des conférences de haut niveau (2).

C. Autres activités de fond

i) Publications isolées

14. Suivi des progrès accomplis dans la mise en exploitation des énergies renouvelables (1); consignes concernant les pratiques optimales pour la mise en exploitation des énergies renouvelables (1); promotion des avantages liés à l'efficacité énergétique (1); mise en œuvre de politiques rentables visant à améliorer l'efficacité énergétique (1); Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales incorporant les spécifications pour son application (version actualisée) (1); Guide des pratiques optimales de captage et d'utilisation du méthane provenant des mines de charbon (version actualisée) (1); analyse de l'efficacité des centrales alimentées par des combustibles fossiles dans la région de la CEE (1); Guide des pratiques optimales pour réduire les fuites de gaz sur la chaîne de valeur du gaz (1); politiques de référence visant à intensifier le rôle du gaz naturel dans le développement du recours à l'énergie renouvelable (1); Guide des pratiques optimales concernant le gaz naturel liquéfié (1); recommandations pour lever les obstacles à l'utilisation du gaz naturel comme carburant (1).

ii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation

15. Brochures sur des sujets à déterminer, dont l'efficacité et la sécurité énergétiques, l'énergie renouvelable, le développement énergétique durable, le gaz naturel, l'électricité, le méthane provenant des mines de charbon et la Classification-cadre des Nations Unies (6).

iii) Communiqués et conférences de presse

16. Catalogues annuels de communiqués de presse publiés à l'occasion de réunions, de colloques et de la parution de publications (2).

iv) Activités ou documentation techniques

17. Tenue à jour d'un site Web sur lequel sont mis en ligne les documents des réunions, les publications et les informations sur les activités relatives au sous-programme (2).

² Sans préjudice du résultat des consultations intergouvernementales sur le Centre du gaz.

D. Coopération technique

i) Services consultatifs

18. Centre du gaz (2)³.

ii) Stages, séminaires et ateliers

19. Ateliers concernant la Classification-cadre des Nations Unies (4); séminaires de renforcement des capacités sur les mesures, les accélérateurs et les normes en matière d'efficacité énergétique (2); coopération interrégionale pour la conception de projets relatifs aux énergies renouvelables et la réforme des politiques publiques en vue d'atténuer les changements climatiques (2).

³ Sans préjudice du résultat des consultations intergouvernementales sur le Centre du gaz.

Annexes

Annexe I

Réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesures des résultats pour 2016-2017

Réalisations escomptées (secrétariat)

Indicateurs de succès

a) Renforcement, entre toutes les parties, du dialogue et de la coopération sur des questions relatives à l'énergie durable, notamment l'efficacité énergétique, la production moins polluante d'électricité à partir des combustibles fossiles, les sources d'énergie renouvelables, le méthane provenant des mines de charbon, la classification des ressources minérales, le gaz naturel et la sécurité énergétique

a) i) Augmentation du nombre de recommandations relatives à l'énergie durable, approuvées par des organes intergouvernementaux de la CEE

Mesure des résultats

2012-2013 : s. o.

Estimation 2014-2015 : s. o.

Objectif 2016-2017 : 8

ii) Augmentation du nombre de mesures prises par les États membres concernant l'énergie abordable et propre pour tous

Mesure des résultats

2012-2013 : s. o.

Estimation 2014-2015 : s. o.

Objectif 2016-2017 : 6

b) Amélioration de la connaissance du rôle de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables dans le développement de l'énergie durable

b) i) Augmentation du nombre de pratiques optimales établies et diffusées dans le domaine de l'efficacité énergétique

Mesure des résultats

2012-2013 : s. o.

Estimation 2014-2015 : s. o.

Objectif 2016-2017 : 8

ii) Augmentation du nombre de pratiques optimales établies et diffusées dans le domaine des sources d'énergie renouvelables

Mesure des résultats

2012-2013 : s. o.

Estimation 2014-2015 : s. o.

Objectif 2016-2017 : 4

c) Application plus stricte des recommandations, pratiques optimales et autres instruments normatifs de la CEE relatifs au développement de l'énergie durable

c) i) Augmentation du nombre de pays appliquant la Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales

Mesure des résultats

2012-2013 : 11

Estimation 2014-2015 : 14

Objectif 2016-2017 : 20

ii) Augmentation du nombre d'activités visant à diffuser les pratiques optimales d'exploitation du méthane provenant des mines de charbon à l'échelle mondiale

Mesure des résultats

2012-2013 : s. o.

Estimation 2014-2015 : 6

Objectif 2016-2017 : 7

Annexe II

Détail des publications proposées pour 2016-2017

A. Publications isolées

N°	Titre	Mandat	Version papier et/ou électronique	Format	Nombre de pages	Langue(s) originale(s)	Traduit en	Nombre d'exemplaires par langue
1	Suivi des progrès accomplis dans la mise en exploitation des énergies renouvelables	ECE/ENERGY/91, annexe I, par. 17 C 3), 5)	Papier et électronique	A4	80	E	F, R	300E, 100F, 300R
2	Consignes concernant les pratiques optimales pour la mise en exploitation des énergies renouvelables	ECE/ENERGY/91, annexe I, par. 17 C 3), 6)	Papier et électronique	A4	150	E	F, R	300E, 100F, 300R
3	Promotion des avantages liés à l'efficacité énergétique	ECE/ENERGY/91, annexe I, par. 6 C 2)	Papier et électronique	A4	150	E	F, R	300E, 100F, 300R
4	Mise en œuvre de politiques rentables visant à améliorer l'efficacité énergétique	ECE/ENERGY/91, annexe I, par. 6 C 4), 4	Papier et électronique	A4	180	E	F, R	300E, 100F, 300R
5	Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales incorporant les spécifications pour son application – version actualisée	Décision 2004/233 du Conseil économique et social	Papier et électronique	A4	85	E	A, C, F, R, S	3 000E, 500A, 600C, 500F, 600R, 700S
6	Guide des pratiques optimales de captage et d'utilisation du méthane provenant des mines de charbon – version actualisée	Décision 2011/222 du Conseil économique et social, par. 6	Papier et électronique	A4	80	E	C, F, R, S	600E, 500C, 100F, 500R, 300S
7	Analyse de l'efficacité des centrales alimentées par des combustibles fossiles dans la région de la CEE	ECE/EX/2014/L.13	Papier et électronique	A4	150	E	F, R	500E, 100F, 300R
8	Guide des pratiques optimales pour réduire les fuites de gaz sur la chaîne de valeur du gaz	ECE/ENERGY/GE.8/2014/2, annexe, point IIA	Papier et électronique	A4	60	E	F, R	500E, 100F, 300R
9	Politiques de référence visant à intensifier le rôle du gaz naturel dans le développement du recours à l'énergie renouvelable	ECE/ENERGY/GE.8/2014/2, annexe, point IIB	Papier et électronique	A4	60	E	F, R	500E, 100F, 300R

<i>N°</i>	<i>Titre</i>	<i>Mandat</i>	<i>Version papier et/ou électronique</i>	<i>Nombre de Format pages</i>	<i>Langue(s) originale(s)</i>	<i>Traduit en</i>	<i>Nombre d'exemplaires par langue</i>
10	Guide des pratiques optimales concernant le gaz naturel liquéfié	ECE/ENERGY/GE.8/2014/2, annexe, point IIC	Papier et électronique	A4 60	E	F, R	500E, 100F, 300R
11	Levée des obstacles à l'utilisation du gaz naturel comme carburant	ECE/ENERGY/GE.8/2014/2, annexe, point IID	Papier et électronique	A4 60	E	F, R	500E, 100F, 300R

B. Supports promotionnels

<i>N°</i>	<i>Titre</i>	<i>Mandat</i>	<i>Version papier et/ou électronique</i>	<i>Nombre de Format pages</i>	<i>Langue(s) originale(s)</i>	<i>Traduit en</i>	<i>Nombre d'exemplaires par langue</i>
1	Brochure sur le développement énergétique durable dans la région de la CEE	ECE/ENERGY/2015/L1/Rev.1	Papier et électronique	A4 20	E	F, R	300E, 200F, 300R
2	Brochure sur le gaz naturel	ECE/ENERGY/2015/L1/Rev.1	Papier et électronique	A4 20	E	F, R	300E, 200F, 300R
3	Brochure sur la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles	ECE/ENERGY/2015/L1/Rev.1	Papier et électronique	A4 20	E	F, R	300E, 200F, 300R
4	Brochure sur la classification des ressources	ECE/ENERGY/2015/L1/Rev.1	Papier et électronique	A4 20	E	F, R	300E, 200F, 300R
5	Brochure sur les sources d'énergie renouvelables	ECE/ENERGY/2015/L1/Rev.1	Papier et électronique	A4 20	E	F, R	300E, 200F, 300R
6	Brochure sur le méthane provenant des mines de charbon	ECE/ENERGY/2015/L1/Rev.1	Papier et électronique	A4 20	E	F, R	300E, 200F, 300R

Annexe III

Textes portant autorisation⁴

A. Textes généraux émanant des organes délibérants et concernant la CEE

1. Résolutions de l'Assemblée générale

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
55/2	Déclaration du Millénaire
57/144	Suite à donner aux textes issus du Sommet du Millénaire
57/253	Sommet mondial pour le développement durable
57/270B	Application et suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social
60/248	Questions spéciales touchant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007
65/185	Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale
68/222	Coopération pour le développement des pays à niveau intermédiaire
66/288	L'avenir que nous voulons
67/10	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique eurasiennne
67/13	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire
67/14	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique
67/15	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de Shanghai pour la coopération
67/83	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe
67/148	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
68/204	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement
68/212	Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures
68/225	Mesures spécifiques répondant aux besoins et problèmes particuliers des pays en développement sans littoral : résultats de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit, des pays donateurs et des organismes internationaux de

⁴ Sans préjudice du résultat des consultations intergouvernementales menées par le Comité exécutif concernant les textes portant autorisation de la CEE pour l'exercice biennal 2018-2019.

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
	financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit
67/226	Examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies
68/230	Coopération Sud-Sud
67/264	Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la coopération islamique
67/290	Structure et modalités de fonctionnement du forum politique de haut niveau pour le développement durable
68/6	Document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

2 Résolutions du Conseil économique et social

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
2006/38	Plan de travail pour la réforme de la Commission économique pour l'Europe et mandat révisé de la Commission
2012/30	Le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies, compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment la résolution 61/16
2013/1	Résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la Commission économique pour l'Europe
2013/16	Transversalisation de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

3. Décisions du Conseil économique et social

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
2011/247	Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-quatrième session et ordre du jour

4. Décisions de la Commission économique pour l'Europe

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
ECE/AC.21/2002/8	Déclaration relative au lancement du Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE), adoptée à la deuxième réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé
A (64)	Travaux de la Commission économique pour l'Europe

B. Textes portant autorisation relatifs au sous-programme

1. Résolution de l'Assemblée générale

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
60/248	Questions spéciales touchant le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007

2. Résolution du Conseil économique et social

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
2006/38	Plan de travail pour la réforme de la Commission économique pour l'Europe et mandat révisé de la Commission

3. Décision de la Commission économique pour l'Europe

<i>Numéro de la résolution</i>	<i>Titre</i>
E/ECE/1434/Rev.1	Plan de travail pour la réforme de la CEE

Annexe IV

Mandat du Comité de l'énergie durable et mandats et cahiers des charges de ses organes subsidiaires

I. Mandat du Comité de l'énergie durable

1. Le Comité de l'énergie durable de la Commission économique pour l'Europe (CEE) est chargé de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après.

A. Objectifs

2. Le Comité de l'énergie durable est un organe intergouvernemental qui donne aux États membres des possibilités de concertation et de coopération au niveau international et a pour mission de réaliser un programme de travail dans le domaine de l'énergie durable en vue d'assurer à tous l'accès à une énergie abordable et propre, conformément à l'initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général de l'ONU, et d'aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre et l'empreinte carbone du secteur de l'énergie. Le Comité et ses organes subsidiaires mèneront des activités concrètes axées sur des résultats dans le but d'atteindre les objectifs identifiés pour chaque domaine prioritaire, et ils œuvreront de manière conforme aux « Lignes directrices relatives aux procédures et pratiques des organes de la CEE » adoptées par la Commission à sa réunion du 11 avril 2013.

3. Les objectifs, les domaines de travail et les activités concrètes axées sur des résultats indiqués dans chacun des mandats ultérieurs orienteront les travaux des experts, qui pourront proposer des domaines de travail et des activités supplémentaires dans le cadre des mandats convenus. La valeur ajoutée de toutes les activités doit pouvoir être clairement démontrée, étant entendu que ces activités devront être coordonnées avec celles d'autres acteurs internationaux concernés et compléter les travaux de ces derniers sans empiéter sur leurs missions ou mandats⁵. Les activités spécifiques qui doivent être réalisées dans le cadre général des objectifs et des domaines de travail mentionnés dans les mandats convenus seront définies selon un processus laissant l'initiative aux États membres et seront menées de manière efficace et transparente.

B. Domaines de travail

4. Le Comité et ses organes subsidiaires se concentreront sur les questions suivantes :

1. Efficacité énergétique

a) Conformément à l'initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général de l'ONU, la CEE devrait donner une large place aux activités qui aident dans une mesure importante à améliorer l'efficacité énergétique dans la région, en contribuant ainsi aux efforts d'atténuation des changements climatiques;

⁵ Voir le document sur les modalités de l'examen de 2011-2012 de la réforme de la CEE lancée en 2005 (ECE/EX/6, par. 11).

b) La CEE devrait contribuer au renforcement de la coopération régionale en matière d'efficacité énergétique, en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

2. Production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles

La CEE devrait mettre l'accent sur les activités qui réduisent sensiblement les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. Ces activités devaient être conçues et mises en œuvre avec la participation active des États membres de la CEE, de représentants du secteur de l'énergie et du secteur financier, ainsi que de la société civile, d'experts indépendants et d'universitaires.

3. Énergie renouvelable

Conformément à l'initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général de l'ONU, la CEE devrait mettre l'accent sur les activités qui favorisent de façon appréciable le développement de l'énergie renouvelable et aident à atteindre l'objectif de l'accès à l'énergie pour tous dans la région de la CEE.

4. Méthane provenant des mines de charbon

La CEE devrait promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des mines de charbon au moyen d'activités qui peuvent faciliter la récupération et l'utilisation du méthane afin de réduire les risques d'explosion dans les mines de charbon.

5. Classification-cadre des Nations Unies

La CEE devrait poursuivre son travail de classification pour l'énergie et les réserves et ressources énergétiques et minérales.

6. Gaz naturel

La CEE devrait offrir un cadre pour un échange de vues multipartite sur les moyens de promouvoir la production, la distribution et la consommation durables et propres de gaz dans la région de la CEE.

7. Le Comité poursuivra son dialogue sur la sécurité énergétique

5. Le Comité évaluera le travail de ses organes subsidiaires sur la base d'un rapport annuel élaboré par chacun des organes, exposant succinctement les activités menées, les ressources utilisées et les résultats obtenus (avec des liens hypertexte vers les résultats).

II. Mandat et cahier des charges du Groupe d'experts de l'efficacité énergétique

6. Le Groupe d'experts de l'efficacité énergétique est chargé, jusqu'en décembre 2015 (son mandat pouvant être reconduit), de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après. À la vingt-quatrième session du Comité de l'énergie durable, le Groupe d'experts demandera que son mandat soit reconduit jusqu'en décembre 2017.

A. Objectifs

- 1) Conformément à l'initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général de l'ONU, la CEE devrait donner une large place aux activités qui aident dans une mesure importante à améliorer l'efficacité énergétique dans la région, en contribuant ainsi aux efforts d'atténuation des changements climatiques;
- 2) Renforcement de la coopération régionale en matière d'efficacité énergétique, en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

B. Domaines de travail

- 1) Concertation sur les réglementations et les mesures à prendre, en tenant compte des obstacles financiers, techniques et autres à l'amélioration de l'efficacité énergétique;
- 2) Partage de l'expérience et des meilleures pratiques à retenir en matière d'efficacité énergétique dans la région de la CEE, y compris en ce qui concerne les normes et le renforcement des capacités institutionnelles dans ce domaine en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

C. Activités concrètes⁶

- 1) Échange de savoir-faire et de meilleures pratiques dans certains secteurs de l'économie sur les moyens d'améliorer sensiblement l'efficacité énergétique dans la région de la CEE;
 - 2) Échange de savoir-faire et de meilleures pratiques sur le rôle des normes et des directives visant à améliorer sensiblement l'efficacité énergétique dans la région de la CEE;
 - 3) Échange d'approches et de meilleures pratiques à l'intention des entreprises de services collectifs et de fourniture d'énergie afin d'améliorer sensiblement l'efficacité énergétique dans la région de la CEE, notamment la réglementation relative à la qualité des services;
 - 4) Dialogue sur les réglementations et les politiques visant à remédier aux obstacles à l'amélioration de l'efficacité énergétique; et
 - 5) Facilitation de la participation au Mécanisme mondial d'accélération de l'efficacité énergétique (Global Energy Efficiency Accelerator Platform).
7. Les États membres de la CEE pourraient décider en outre de définir d'autres activités concrètes axées sur les résultats dans le cadre des mandats convenus, y compris des projets spécifiques au niveau régional, visant à améliorer le cadre réglementaire et institutionnel et la mise en commun des connaissances en matière d'efficacité énergétique.

⁶ Sous réserve que le Groupe d'experts de l'efficacité énergétique adopte ces activités à sa deuxième session, puis que le Comité de l'énergie durable les approuve à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.

III. Mandat et cahier des charges du Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles⁷

8. Le Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles est chargé, jusqu'en décembre 2015 (son mandat pouvant être reconduit), de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après. À la vingt-quatrième session du Comité de l'énergie durable, le Groupe d'experts demandera que son mandat soit reconduit jusqu'en décembre 2017.

A. Objectif

9. Le Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles mettra l'accent sur les activités qui réduisent sensiblement les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles. Ces activités devraient être conçues et mises en œuvre avec la participation active des États membres de la CEE, de représentants du secteur de l'énergie et du secteur financier, ainsi que de la société civile, d'experts indépendants et d'universitaires.

B. Domaines de travail

- 1) Concertation sur les réglementations et les mesures à prendre;
- 2) Partage des meilleures pratiques dans le domaine de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles dans la région de la CEE;
- 3) Captage, utilisation et stockage du carbone;
- 4) Récupération assistée du pétrole à l'aide de CO₂;
- 5) Techniques perfectionnées d'exploitation des combustibles fossiles pour la production d'électricité;
- 6) Évaluation des moyens permettant de renforcer l'efficacité énergétique des centrales à charbon, notamment les générateurs de vapeur, les systèmes d'évacuation d'air et de fumée, les turbines à vapeur et les générateurs.

C. Activités concrètes⁸

10. Le Bureau du Groupe d'experts et les équipes spéciales proposent, sur la base des résultats obtenus au cours de la mise en œuvre du plan de travail pour 2014-2015 et des consultations menées par le biais d'un processus électronique ouvert à tous, que le Groupe d'experts entreprenne au cours des deux prochaines années (2016-2017) les activités ci-après en se fixant lui-même les dates à respecter :

⁷ Sous réserve que le Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles adopte ce mandat et ce cahier des charges à sa onzième session, puis que le Comité de l'énergie durable les approuve à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.

⁸ Sous réserve que le Groupe d'experts de la production moins polluante d'électricité à partir de combustibles fossiles adopte ces activités à sa deuxième session, puis que le Comité de l'énergie durable les approuve à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.

- 1) Évaluer le rôle que pourront jouer à l'avenir les centrales thermiques dans les systèmes électriques durables;
 - 2) Accroître la flexibilité de la production d'électricité à partir du charbon;
 - 3) Réduire les émissions et accroître l'efficacité de la production d'électricité dans les centrales en service et nouvelles centrales au charbon en s'appuyant sur des meilleures pratiques dans la région de la CEE et dans le monde;
 - 4) Évaluer les moyens de développer et de déployer la technologie de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC) et le savoir-faire.
11. Le Comité encouragera l'échange de savoir-faire et de bonnes pratiques entre experts de tous les États membres afin d'attirer des investissements dans les techniques perfectionnées d'exploitation des combustibles fossiles pour la production d'électricité en vue de renforcer la compétitivité industrielle et économique et d'assurer un développement durable à faible émission de carbone.
12. Les travaux sur la production moins polluante d'électricité ne se limitent pas aux activités susmentionnées. Les États membres de la CEE pourraient décider de définir d'autres activités concrètes axées sur des résultats dans le cadre des mandats convenus.

IV. Mandat et cahier des charges du Groupe d'experts de l'énergie renouvelable

13. Le Groupe d'experts de l'énergie renouvelable est chargé, jusqu'en décembre 2015 (son mandat pouvant être reconduit), de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après. À la vingt-quatrième session du Comité de l'énergie durable, le Groupe d'experts demandera que son mandat soit reconduit jusqu'en décembre 2017.

A. Objectif

14. Conformément à l'initiative Énergie durable pour tous lancée par le Secrétaire général de l'ONU, le Groupe d'experts devrait mettre l'accent sur les activités qui favorisent de façon appréciable le développement de l'énergie renouvelable et aident à atteindre l'objectif de l'accès à l'énergie pour tous dans la région de la CEE.

B. Domaines de travail

15. Concertation sur les réglementations et les mesures à prendre et échange des meilleures pratiques relatives à diverses sources d'énergie renouvelables, y compris la biomasse, en vue d'accroître leur part dans la panoplie énergétique mondiale.

C. Activités concrètes⁹

- 1) Suivre de près le développement des sources d'énergie renouvelables dans la région de la Commission économique pour l'Europe;

⁹ Sous réserve que le Groupe d'experts de l'énergie renouvelable adopte ces activités à sa deuxième session, puis que le Comité de l'énergie durable les approuve à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.

2) Échange de savoir-faire et des meilleures pratiques dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe concernant les moyens d'améliorer sensiblement l'efficacité énergétique dans la région; et

3) Intégration des énergies renouvelables dans les futurs systèmes énergétiques durables de la région.

16. En outre, les États membres de la CEE pourraient décider de développer d'autres activités concrètes axées sur des résultats dans le cadre des mandats convenus. Les activités relevant du sous-programme relatif à l'énergie durable viennent en complément d'autres sous-programmes de la CEE, en particulier le sous-programme sur le bois et la foresterie mené conjointement avec la FAO, et sont réalisées en coordination et en coopération avec ces sous-programmes.

V. Mandat et cahier des charges du Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon

17. Le Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon est chargé, jusqu'en décembre 2015 (son mandat pouvant être reconduit), de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après. À la vingt-quatrième session du Comité de l'énergie durable, le Groupe d'experts demandera que son mandat soit reconduit jusqu'en décembre 2017.

A. Objectif

18. Promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des mines de charbon au moyen d'activités qui peuvent faciliter la récupération et l'utilisation du méthane afin de réduire les risques d'explosion dans les mines de charbon.

B. Domaines de travail

19. Meilleures pratiques en matière de captage, de récupération et d'utilisation efficaces du méthane provenant des mines de charbon.

C. Activités concrètes¹⁰

1) Diffuser le Guide des pratiques optimales de captage et de récupération efficaces du méthane provenant des mines de charbon;

2) Lancer et soutenir les travaux du Centre international d'excellence sur le méthane provenant des mines de charbon;

3) Recueillir et diffuser des études de cas concernant l'application des meilleures pratiques dans certaines mines de charbon de différentes régions du monde;

4) Élargir les attributions du Groupe d'experts à la gestion intégrée du méthane dans le contexte du développement durable; et

5) Continuer de dispenser des avis sur les normes relatives au méthane provenant des mines de charbon, dans le cadre de la Convention-cadre des

¹⁰ Sous réserve que le Groupe d'experts du méthane provenant des mines de charbon adopte ces activités à sa dixième session, puis que le Comité de l'énergie durable les approuve à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.

Nations Unies sur les changements climatiques, de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et d'autres mécanismes fondés sur le marché de réduction des émissions de méthane provenant des mines de charbon aux niveaux international, national et régional.

20. Si les activités menées par des experts de la CEE spécialisés dans le méthane provenant des mines de charbon font apparaître des problèmes de sécurité sans lien avec le captage, la récupération et l'utilisation du méthane provenant de ces mines, ces problèmes ne seront pas traités dans le cadre de la CEE, mais ces experts pourront en faire part à d'autres organisations compétentes, comme l'Organisation internationale du Travail (OIT), pour que celle-ci les prenne en compte dans ses directives sur la sécurité dans les mines de charbon.

VI. Mandat et cahier des charges du Groupe d'experts de la classification des ressources

21. Le Groupe d'experts de la classification des ressources est chargé, jusqu'en décembre 2019 (son mandat pouvant être reconduit), de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après.

A. Objectif

Classification des réserves et ressources énergétiques et minérales.

B. Domaines de travail

Classification-cadre des Nations Unies pour l'énergie fossile et les réserves et ressources minérales.

C. Activités concrètes¹¹

- 1) La CCNU-2009 et les spécifications pour son application;
- 2) La gouvernance de la CCNU-2009;
- 3) L'application de la CCNU-2009 aux sources d'énergie renouvelables;
- 4) L'adaptation aux considérations environnementales et sociales dans la CCNU-2009;
- 5) L'éducation et la sensibilisation;
- 6) L'utilisation de la CCNU-2009 pour le classement des projets d'injection;
- 7) L'application de la CCNU-2009 aux ressources en combustibles nucléaires;
- 8) La communication d'informations financières; et
- 9) La stratégie d'allocation des ressources.

22. Les États membres de la CEE pourraient décider en outre de définir d'autres activités concrètes axées sur des résultats dans le cadre des mandats convenus.

¹¹ Sous réserve que le Comité de l'énergie durable approuve ces activités à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.

VII. Mandat et cahier des charges du Groupe d'experts du gaz

23. Le Groupe d'experts du gaz est chargé, jusqu'en décembre 2017 (son mandat pouvant être reconduit), de mener des activités concrètes axées sur des résultats dans les domaines de travail et suivant les objectifs ci-après.

A. Objectif

24. Offrir un cadre pour un échange de vues multipartite sur les moyens de promouvoir la production, la distribution et la consommation durables et propres du gaz dans la région de la CEE.

B. Domaines de travail

25. Concertation sur les mesures à prendre et échange d'informations et de données d'expérience entre les pays membres de la CEE sur :

- 1) Des questions se rapportant au gaz et concernant la région, y compris la part du gaz dans la panoplie énergétique mondiale;
- 2) La relation entre le gaz naturel et l'environnement.

C. Activités concrètes¹²

26. Les activités concrètes que les États membres sont convenus d'attribuer au Groupe d'experts comprenaient des études, réalisées en temps utile, sur la production, le transport et l'utilisation propres et durables du gaz, portant notamment sur des problèmes qui ressortent d'études réalisées dans le passé sur les marchés du gaz naturel et sur des méthodes visant à empêcher les pertes et fuites de gaz au moment de la production et de la distribution :

- 1) Guide des pratiques optimales pour réduire les fuites de gaz sur la chaîne de valeur du gaz;
- 2) Pratiques optimales pour intensifier le rôle du gaz naturel dans l'essor de la consommation d'énergie renouvelable et dans la réalisation de l'objectif de l'énergie pour tous dans la région de la CEE;
- 3) Guide des pratiques optimales concernant le gaz naturel liquéfié; et
- 4) Levée des obstacles à l'utilisation du gaz naturel comme carburant.

27. Maintenir un dialogue transparent entre les gouvernements et l'industrie du gaz dans le cadre du programme extrabudgétaire du Centre du gaz pour donner aux entreprises gazières la possibilité de rencontrer le Groupe d'experts, de se concerter avec lui et d'échanger des informations et des opinions pertinentes.

28. Les États membres de la CEE pourraient décider en outre de définir d'autres activités concrètes axées sur les résultats dans le cadre des mandats convenus.

¹² Sous réserve que le Comité de l'énergie durable approuve ces activités à sa vingt-quatrième session et que le Comité exécutif de la CEE fasse de même ultérieurement.